

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

À Bourges, le **19 novembre 2014**

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

SOCIÉTÉ CASSIER

Lieu-dit : « Les Blitteries »

Commune d'Ennordres

Objet : Demande de modification des conditions d'exploitation concernant la carrière au lieu-dit « Les Blitteries »
Commune d'Ennordres

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 24 février 2014, Monsieur Eric LIGLET, agissant en qualité de président de l'entreprise CASSIER, dont le siège social est rue du chemin de fer, à Argent sur Sauldre, sollicite la modification des conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers qu'il exploite au lieu-dit « Les Blitteries » sur la commune d'Ennordres.

Les modifications sollicitées concernent l'apport de matériaux inertes pour contribuer à la remise en état d'une partie de la zone d'extraction. Elles concernent également le plan de phasage et les garanties financières.

Par courriers du 24 juillet et du 9 octobre 2014, l'exploitant a apporté des compléments à sa demande en réponse aux courriers de l'inspection des installations classées du 28 mai et du 5 août 2014.

I – PRÉSENTATION DE LA CARRIÈRE

La carrière, l'installation de traitement des matériaux (concassage, criblage, lavage) et la centrale à béton se situent au Sud Est d'Ennordres. Un plan de localisation est joint en annexe 1.

Elles sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°2008.1.105 du 18 février 2008, modifié par l'arrêté préfectoral n°2008.1.1176 du 19 décembre 2008 relatif à la surveillance des eaux souterraines, pour une durée de vingt ans. Cet arrêté fait suite à un premier arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 1992.

PJ : Annexe 1 : plan de localisation
Annexe 2 : plan de remise en état
Annexe 3 : projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Copie à : DREAL Centre - SEIR

Le matériau exploité est du sable et des graviers alluvionnaires. L'extraction est réalisée en eau (alluvions modernes) et à sec (alluvions anciennes), à une profondeur maximale, établie par rapport au niveau naturel des terrains, de 2,30 m pour les alluvions modernes.

Dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2008, la cote de fond d'exploitation pour les alluvions modernes est fixée à 169 m NGF sur la partie Nord des terrasses, et à 173 m NGF sur la partie Sud des terrasses.

La superficie totale autorisée est de 386 523 m², pour 177 500 m² exploitables.

La production annuelle autorisée est de 67 000 tonnes en moyenne et de 110 000 tonnes au maximum.

A ce jour, l'exploitation des alluvions modernes est terminée. Le plan d'eau généré par cette extraction a déjà une forme assez proche de celle prévue dans la remise en état. L'extraction sur les terrasses Nord est quasiment terminée, celle sur les terrasses Sud a débuté.

II – SITUATION ADMINISTRATIVE

L'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008.1.105 du 18 février 2008, modifié porte sur les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

| Rubrique | Activités | Classement |
|----------|--|------------|
| 2510-1 | Exploitation de carrière Exploitation d'une carrière de sables et graviers alluvionnaires de 386 523 m ² de superficie | A |
| 2515-1 | Broyage, concassage, criblage, ... de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels Installation fixe de concassage – criblage – lavage de sables et graviers : 250 kW Centrale à béton : 144 kW | A |
| 1432-2-b | Dépôt de liquides inflammables définis en 1430 Citerne de capacité 10 m ³ , contenant du FOD de 2 ^{ème} catégorie Capacité équivalente totale de 2 m ³ | NC |
| 1435-3 | Installation de distribution de liquides inflammables Pompe de distribution du carburant de débit maximum équivalent : 0,2 m ³ /h | NC |
| 2516 | Station de transit de produits pulvérulents non ensachés Capacité de stockage de ciments inférieure à 5000 m ³ | NC |
| 2517 | Station de transit de produits minéraux Capacité de stockage inférieure à 15 000 m ³ | NC |

A : Autorisation NC : Non classé

Les rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ont été modifiées par le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012. Ce décret soumet au régime de l'enregistrement six secteurs d'activités, dont les installations de broyage, concassage, criblage, etc. (2515) et les stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes (2517).

Afin de conserver le bénéfice de leur antériorité (droits acquis), l'exploitant doit avoir effectué, dans un délai d'un an à compter de la publication du décret portant modification de la nomenclature, une déclaration simplifiée d'existence auprès de l'autorité préfectorale.

Par lettre reçue le 13 avril 2011 et par lettre du 18 novembre 2013, l'exploitant a fait une demande auprès de la préfecture pour bénéficier de l'antériorité pour ces deux rubriques.

Par conséquent, le classement administratif de l'activité du site est le suivant :

| Rubrique | Activités | Critère de l'installation | Classement |
|----------|--|---------------------------|------------|
| 2510-1 | Exploitation de carrière Production maximale de 110.000 t /an | — | A |
| 2515-1-b | Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW Installation concassage – broyage – lavage : 250 kW Centrale à béton : 144 kW | 394 kW | E |
| 2517-2 | Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² | 9 500 m ² | D |
| 2518-b | Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522 La capacité de malaxage étant inférieure ou égale à 3 m ³ | 2,5 m ³ | D |
| 1432-2-b | Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 Représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³ | 2 m ³ | NC |
| 1435-3 | stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant inférieur à 100 m ³ | 11 m ³ | NC |
| 2516 | Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents La capacité de transit étant inférieure à 5000 m ³ | 180 m ³ | NC |
| 2930 | Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur La surface de l'atelier étant inférieure à 5 000 m ² | 20 m ² | NC |

A : Autorisation

E : Enregistrement

D : Déclaration

NC : Non Classé

III – PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

Les modifications sollicitées concernent :

- L'apport de matériaux inertes extérieurs sur les terrasses Sud et la plate forme des installations de traitement des matériaux et de la centrale à béton. Cette modification concerne uniquement la superficie restant à ce jour à exploiter estimée à 60 000 m² ;
- La remise en état avec un remblaiement avec ces matériaux inertes extérieurs sur les terrasses Sud et la plate forme des installations de traitement des matériaux ;
- Le plan de phasage en lien avec l'état réel d'avancement de l'extraction ;
- Les garanties financières en lien avec le nouveau plan de phasage.

1. L'apport de matériaux inertes extérieurs et la remise en état

Pour mémoire, l'exploitation de la carrière conduit à :

- La création d'un plan d'eau sur la zone des alluvions modernes sollicitée en poursuite d'exploitation ;
- Le comblement du bassin de décantation et la restitution en prairie ;
- La restitution de la zone d'exploitation des matériaux de substitution en terres agricoles (terrasses Sud et Nord).

Le réaménagement prescrit dans l'arrêté préfectoral n°2008.1.105 du 18 février 2008 comporte les caractéristiques suivantes pour la zone d'extraction des matériaux de substitution :

- Un talutage à 30° en bordure de la dépression ;
- Un modelage du fond de fouille avec une pente de 2% d'Est en Ouest pour assurer le drainage des terrains ;
- La création de fossés de drainage en pied de talus ;
- Le régalage de terres végétales du talus et du fond de fouille sur une épaisseur d'environ 30 cm ;
- L'ensemencement du talus et, selon le souhait du propriétaire, du carreau par un mélange adapté aux terres argilo-sableuses.

Le réaménagement prescrit dans l'arrêté préfectoral n°2008.1.105 du 18 février 2008 comporte pour le plan d'eau Nord et ses abords la mise en place de berges enherbées avec des pentes de 30° et des contours arrondis.

Le réaménagement prescrit dans l'arrêté préfectoral n°2008.1.105 du 18 février 2008 comporte les caractéristiques suivantes pour le bassin de décantation :

- Un comblement complémentaire par les merlons entourant le bassin et les stocks de découverte ;
- Un séchage des boues ;
- Un régalage de terre végétale sur une épaisseur minimale de 20 cm ;
- Un ensemencement afin de reconstituer une prairie.

Le réaménagement prescrit dans l'arrêté préfectoral n°2008.1.105 du 18 février 2008 comporte les caractéristiques suivantes pour la plate-forme des installations :

- Le démontage des installations ;
- L'enlèvement des stocks éventuels de granulats ;
- Le décompactage des sols sur une épaisseur minimale de 50 cm ;
- Le régalage de terre végétale sur une épaisseur minimale de 20 cm ;
- La restitution en terres agricoles.

L'exploitant rencontre des difficultés pour garantir la restitution de la terrasse Nord en terres agricoles exploitables. En effet, en période de hautes eaux, les terrains sont fortement humides aux points bas. L'exploitant souhaite donc réaliser un apport de matériaux extérieurs inertes sur une épaisseur comprise entre 0,2 et 0,9 m sur les terrasses Sud et sur la plate forme des installations de traitement des matériaux et de la centrale à béton. Cela représente une surface de 60 000 m² et un volume de matériaux extérieurs inertes de 40 000 m³.

L'apport de remblais inertes extérieurs ne modifie pas les conditions de remise en état définies dans l'arrêté d'autorisation en ce qui concerne la partie alluvions modernes.

En revanche, elle modifie les conditions de remise en état définies dans l'arrêté d'autorisation en ce qui concerne la partie alluvions anciennes (terrasses Sud et plate forme de l'installation de traitement et de la centrale à béton).

Un plan de la remise en état sollicitée par l'exploitant est joint en annexe 2.

La demande de modification facilitant la remise en culture des parcelles exploitées est jugée satisfaisante.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport définit de nouvelles conditions de remise en état (cf. article 4) et remplace le plan de remise en état.

2. Le plan de phasage

Selon l'article II.1.A l'arrêté préfectoral n°2008.1.105 du 18 février 2008, la deuxième période quinquennale (phase 2) débute en 2013 et la troisième période quinquennale (phases 3S et 3'S) en 2018.

Actuellement, l'extraction est quasiment terminée sur la zone des terrasses nord (phase 3S) et a débuté sur la zone des terrasses sud (phase 3'S). De fait, l'avancement de l'exploitation se situe au début de la troisième période quinquennale, plutôt qu'au début de la deuxième période quinquennale.

L'exploitant propose donc de modifier le plan de phasage annexé à l'arrêté préfectoral n°2008.1.105 du 18 février 2008.

Cela n'appelle pas de remarque. Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport définit un nouveau plan de phasage (cf. article 5).

3. Les garanties financières

Les garanties financières sont destinées à permettre un réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant.

L'exploitant a transmis le 19 février 2014 à la préfecture du Cher l'acte de cautionnement solidaire correspondant à la période du 14 juin 2014 au 13 juin 2016, d'un montant de 166 051 €. Cet acte correspond à la phase 2 de l'actuel plan de phasage.

Compte tenu de ce qui a été présenté dans le paragraphe précédent, l'exploitant propose de modifier les garanties financières pour être cohérent avec le nouveau plan de phasage.

La durée de l'autorisation restante est de 14 ans, trois périodes quinquennales sont donc considérées. A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le calcul forfaitaire du montant des garanties financières pour la remise en état du site a été effectué selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004. Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Compte tenu de la nature variée des gisements, il convient de considérer pour les terrasses au Nord et au Sud, la typologie « zone de matériaux de substitution ».

Zone de sables et graviers alluvionnaires

Il faut appliquer la formule pour les carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle : $CR = \alpha (S1 C1 + S2 C2 + LC3)$

Avec CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée (*).

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

$\alpha = \text{Index} (1+TVAR) / \text{Index} 0 (1+TVA0)$ avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral (septembre 2007 soit 585,0) ;

Index0 : indice TP01 d'avril 2014 soit 699,9 ;

TVAR : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;
TVA0 : taux de la TVA applicable en 2014 soit 20%.

Sur cette base, l'exploitant propose de retenir les valeurs du tableau ci après :

| Périodes | S1 (C1 = 15 555 €/ ha) | S2 (C2 = 34 070 €/ ha) | L (C3 = 47 €/m) | TOTAL en € TTC |
|----------|---------------------------|---------------------------|--------------------|----------------|
| 2 | 3,6 | 0 | 250 | 77 172 |
| 3 | 3,6 | 0 | 250 | 77 172 |
| 4 | 2,6 | 1 | 250 | 115 981 |

Zone des matériaux de substitution

Il faut appliquer la formule pour les autres carrières à ciel ouvert, y compris celles mentionnées au point 4 de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées : $CR = \alpha (S1 C1 + S2 C2 + S3 C3) \text{ €}$

Avec S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

Sur cette base, l'exploitant propose de retenir les valeurs du tableau ci après :

| Périodes | S1 (C1 = 15 555 €/ ha) | S2 (C2 = 34 070 €/ ha) | S3 (C3 = 17 775 €/m) | TOTAL en € TTC |
|----------|---------------------------|---------------------------|-------------------------|----------------|
| 2 | 2,5 | 2 | 0,07 | 123 333 |
| 3 | 2,5 | 2 | 0,07 | 123 333 |
| 4 | 2,5 | 2 | 0,07 | 123 333 |

Le montant total pour les trois périodes considérées est donc :

| Périodes | TOTAL en € TTC |
|----------|----------------|
| 2 | 200 505 |
| 3 | 200 505 |
| 4 | 239 314 |

Ce calcul n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport définit donc de nouvelles garanties financières pour les périodes 2, 3 et 4 (cf. article 3). Les garanties financières pour la période 1 sont conservées.

4. Autres impacts

Les modifications sollicitées par l'exploitant ne sont pas de nature à engendrer de nouvelles nuisances en terme d'impact visuel, de déchets ou sur la qualité de l'air et des eaux.

Concernant le trafic lié à l'apport de matériaux inertes extérieurs, le pétitionnaire précise qu'un double fret sera privilégié afin de réduire l'impact. L'étude d'impact initiale considérait 25 rotations quotidiennes réparties sur les départementales RD 181 et RD 30. Sur la base du retour d'expérience réalisé pour les périodes de production moyenne de la carrière, le nombre total de rotations, *incluant le transport des matériaux inertes extérieurs*, ne serait pas supérieur à cette valeur.

Cela n'appelle pas de remarque.

IV – SYNTHÈSE ET PROPOSITIONS

Les modifications des conditions d'exploitation sollicitées ne constituent pas une modification substantielle, au sens de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement, nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

Les modifications des conditions de remise en état prévues sont jugées satisfaisantes et faciliteront la remise en culture des parcelles exploitées.

Les conditions d'apport de matériaux inertes extérieurs sur les terrasses Sud et la plate forme des installations de traitement des matériaux et de la centrale à béton sont définies dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Les modifications sollicitées par l'exploitant ne sont pas de nature à engendrer de nouvelles nuisances en terme d'impact visuel, de déchets ou sur la qualité de l'air et des eaux. Compte tenu que le pétitionnaire privilégie le transport de matériaux inertes extérieurs en double fret, la modification sollicitée aura un impact faible par rapport à la situation actuelle.

Compte tenu des éléments exposés ci avant, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète du Cher d'autoriser les modifications des conditions d'exploitation prévues par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport.

En application de l'article R.512-25 du code de l'environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - formation carrières – devra être consultée sur ce projet.

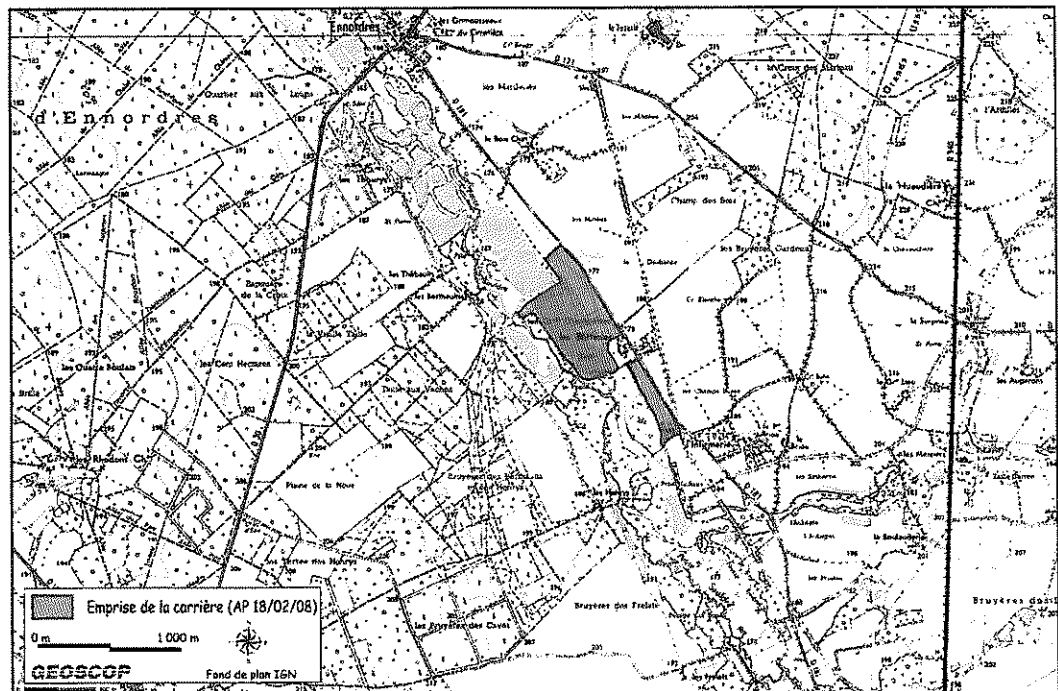
L'inspectrice des installations classées,

Signé

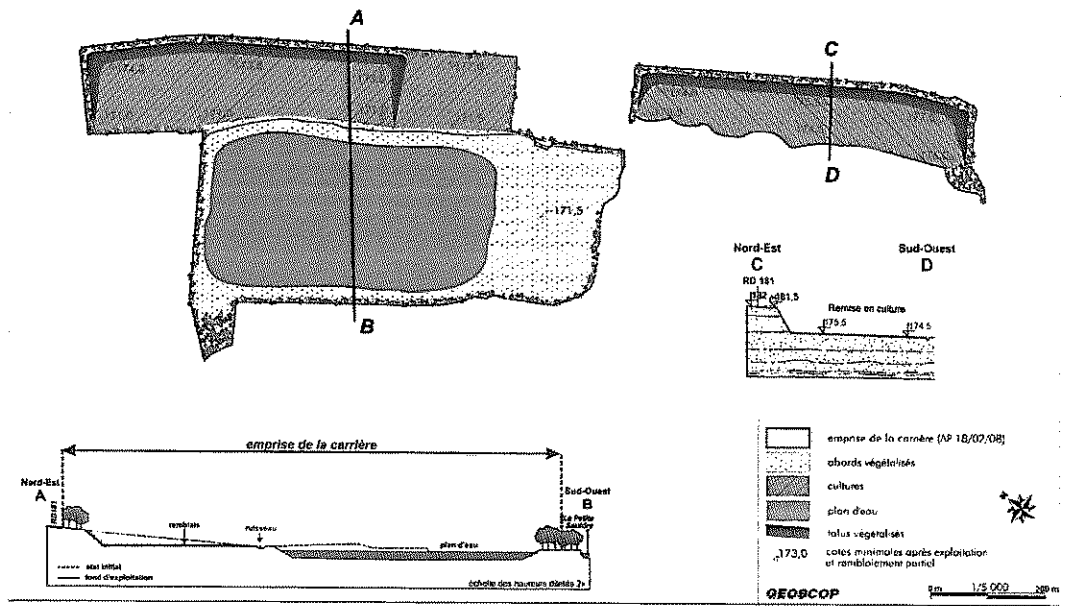
Vu et transmis avec avis conforme à
Madame la préfète du Cher,
Pour le directeur,
Le chef de l'unité territoriale du Cher et de l'Indre,

Signé

Annexe 1 : Plan de localisation



Annexe 2 : Plan de remise en état



Annexe 3 : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire